LES CATHOLIQUES DOIVENT SE MARIER DEVANT LEUR CURE

—
CONSIDERANTS DU JUGE LEMIEUX
—

2^{me} ARTICLE

1^{er} CONSIDÉRANT

L'Esprit général de notre Droit Civil dès avant la Cession
et depuis la Cession jusqu'à l'adoption du Code Civil

AVANT d'aborder la question principale, et comme par manière de préambule, Son Honneur explique que s'il y a eu fraude à la loi dans le mariage "Degré Durocher", cette fraude n'a pas pu être ratifiée subéquemment par la volonté des parties, le laps de temps écoulé, ou la possession d'état. La raison en est bien simple. Il s'agit dans la réglementation des mariages de lois qui sont d'ordre public. Les fraudes contre de telles lois sont essentiellement illicites. Contre tout acte qui s'en écarte, la volonté formelle du législateur proteste sans cesse. D'où, l'on ne prescrit pas contre de telles lois, et le savant juge cite ses autorités. Il résulte de là que le mariage, s'il a été fait en fraude de la loi, laquelle est d'ordre public, est nul *per se* et le demeure toujours. Le mariage étant nul, l'acte le constatant est nul aussi, car la valeur de ce document officiel cesse évidemment devant la preuve de la nullité du mariage qu'il attestait.

La cour n'a donc à s'occuper que d'examiner si, d'après la loi, le mariage "Degré Durocher", fait devant M. Prouty, a été de ce fait, oui ou non, entaché de fraude viciant son essence même.

Et la cour va répondre oui, parce que, va soutenir Son Honneur, la loi dans notre pays ne permet pas à deux catholiques de se marier devant un autre prêtre ou ministre que leur propre curé ou son délégué.

Mais avant d'arriver à la conclusion il nous faut bien étudier les

considé
Soit

Le di
l'histoir
brouille
paroles
cause "
peut être
tres de l
religieux
c'est un s
n'oblige
On se
Archibal
s'en occu
miers, do
forme le g
du droit c
En mett
connus les
clair, nous
sous une r
lo Lors
ment en vi
que les ma
jointement,
ques étaient
sous peine
20 A la
forco jusqu'
françaises, q